

HOLY SEE PRESS OFFICE
OFICINA DE PRENSA DE LA SANTA SEDE



BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIEGE
PRESSEAMT DES HEILIGEN STUHLS

BOLLETTINO

SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE

N. 0689

Martedì 09.11.2010

INTERVENTO DEL SEGRETARIO GENERALE DEL GOVERNATORATO DELLO STATO DELLA CITTÀ DEL VATICANO ALLA 79a ASSEMBLEA GENERALE DELL'INTERPOL (DOHA, QATAR)

INTERVENTO DEL SEGRETARIO GENERALE DEL GOVERNATORATO DELLO STATO DELLA CITTÀ DEL VATICANO ALLA 79a ASSEMBLEA GENERALE DELL'INTERPOL (DOHA, QATAR)

Pubblichiamo di seguito il testo dell'intervento che il Segretario Generale del Governatorato dello Stato della Città del Vaticano, S.E. Mons. Carlo Maria Viganò, ha pronunciato ieri all'Assemblea Generale dell'INTERPOL, in corso a Doha, nel Qatar:

• INTERVENTO DI S.E. MONS. CARLO MARIA VIGANÒ

Mister President,

Honourable Ministers,

Ladies and Gentlemen,

I am honoured to address this distinguished gathering. I would like to discuss a complex issue which is of great interest both to the Holy See and, personally, to Pope Benedict XVI.

Naturally I do not speak as an expert in criminology or on the basis of experience in criminal police investigations. My intervention is meant to contribute to deeper reflection on the underlying issue of the deliberations of this General Assembly Session of INTERPOL: crime itself, or more properly, criminal behaviour grounded in various motivations, at times even ascribed to religious convictions.

Criminal behaviour is an intrinsic part of the human experience, just as the conflict of good and evil is part of the world's history, and, for Christians, a part of God's saving plan. It is precisely this realization that inspires the Holy See to participate, either as a member or an observer, in the meetings and conferences promoted by international organizations to discuss issues which ultimately deal with man himself, the human being viewed holistically and with respect for all his complexity. This can be clearly seen from the addresses which Popes Paul VI, John Paul II and Benedict XVI delivered before the United Nations General Assembly.

Perhaps we need hardly mention the importance of the mission of the United Nations at a time when we are experiencing the obvious paradox of a multilateral consensus that continues to be in crisis because it is still subordinated to the decisions of a few, whereas the world's problems call for interventions in the form of collective action by the international community. The phenomenon of globalization itself – as Benedict XVI pointed out in his historic address before the United Nations Organization on 20 April 2008 – cannot fail to concern the UN inasmuch as, by its essence, it constitutes *"the locus of a worldwide sharing of problems and possible solutions"*.

The issue which needs to be faced is one closely linked to the process of globalization which is now affecting every aspect of the life of nations, people and individuals, and is accompanied by political and economic changes which are often uncontrolled and even uncontrollable. This in fact is what touches most closely the lives of nations and individual citizens. While it is true that globalization offers opportunities for development and enrichment, it is also true that it can cause increased poverty and hunger, which in turn can spark chain reactions often leading to widely disparate forms of violence. Nor can we underestimate the fact that the fruits of technological and scientific progress can, for all their enormous benefits to humanity, be used in a way that clearly violates the order of creation, even to the point of denying the sacredness of life and stripping the human person and the family of their natural identity.

In this complex situation, mankind finds itself at risk. What is the way to move forward? The Church never tires of insisting that it can only be done by respecting *"ethical imperatives"*. Consistent with this stand, the Holy See continues to call for the promotion and the protection of rights as sanctioned by the Universal Declaration of Human Rights, above all the right to life and, not least, the right of religious freedom.

C'est ici qu'entre en jeu le rôle des organismes comme

Interpol. Il est incontestable, en effet, que chaque État a le devoir fondamental de protéger sa population. La protéger dans tous les sens, non seulement des violations graves et continues des droits humains accomplies chez lui et dans les cas de crises humanitaires, provoquées aussi bien par la nature que par l'homme, mais aussi la protéger des crimes les plus aberrants qui peuvent être identifiés dans le trafic des êtres humains ou des organes ainsi que dans le tourisme sexuel toujours plus envahissant, qui défigure sous l'aspect humain et moral des milliers et des milliers de mineurs.

Dans ce contexte, grâce au système I-24/7 qui permet en temps réel l'échange d'informations et la coordination immédiate et conjointe des diverses actions de police pour contrer ces crimes transnationaux, Interpol joue un rôle décisif spécialement dans l'activité efficace de prévention très appréciée du Saint-Siège.

?Et si chaque État n'est pas en mesure de garantir une protection adéquate, la communauté internationale doit intervenir avec les moyens juridiques prévus par la Charte des Nations Unies et par les autres instruments internationaux. C'est un devoir qui entre dans le principe de la *responsabilité de protéger*, fondement déjà ancien de toute action que doivent entreprendre les gouvernants à l'égard des gouvernés.

Restant ferme que c'est ce principe fondamental auquel on doit s'inspirer pour ce qui est spécifique à la mission propre des institutions ici représentées, il faut aussi souligner que la promotion des droits humains dans son ensemble demeure la stratégie la plus efficace pour éliminer les inégalités entre pays et entre groupes sociaux. Et cela ne peut pas ne pas avoir aussi des aspects positifs dans le domaine de la sécurité. Il est indéniable, en effet, que les victimes de privations et du désespoir – dont la dignité humaine est violée impunément – deviennent une proie facile de l'appel à la violence et peuvent devenir directement des gens qui violent la paix. Et c'est ici que naissent les dangers de guerres et de terrorisme.

Il est bon cependant de préciser, et le Pape n'a pas manqué de le rappeler, que le respect des droits est dû en tant qu'*expressions de justice* et non pas simplement parce qu'on peut les faire respecter par la volonté des législateurs ou par la force des États.

La violation des droits humains a lieu aujourd'hui dans le monde selon de nombreuses, très nombreuses façons

différentes. Une des plus éclatantes est celle qui implique actuellement les communautés chrétiennes du Moyen-Orient. Il y a eu ces jours-ci le très grave attentat à la cathédrale syro-catholique de Bagdad. Un acte d'une férocité inouïe contre des personnes sans défense, réunies en prière. Depuis des années désormais en Irak, les chrétiens sont devenus objet d'attaques atroces et la situation du pays a certainement été en soi toujours difficile. Moi-même, qui ai passé quelques années de service diplomatique à Bagdad, j'ai vécu l'expérience quotidienne que les minorités chrétiennes sont contraintes de vivre. La cathédrale elle-même, objet de l'attaque terroriste, est le plus grand lieu de culte de la communauté catholique de ce pays. Il est bien évident, d'autre part, que aussi les communautés musulmanes sont objet de graves actes de terrorisme elles-mêmes, les unes contre les autres, sans aucun respect non seulement de la dignité de la personne humaine mais aussi de l'appartenance à la même religion.

L'Assemblée spéciale pour le Moyen-Orient, qui vient d'être célébrée au Vatican, a dénoncé les nombreuses formes de violence auxquelles sont soumises les communautés chrétiennes dans ces régions, et qu'en fin de compte elles sont contraintes de fuir. Ce sont aussi des crimes à combattre. Mais il faut le faire tous ensemble parce que, comme l'a écrit Benoît XVI dans le message de condoléances envoyé à l'Archevêque des Syro-catholiques Monseigneur Athanase Matti Shaba Matoka, « *la paix est un don de Dieu, mais elle est aussi le résultat des efforts des hommes de bonne volonté, des institutions nationales et internationales* ». Son appel a été un appel afin que tous unissent leurs forces pour arrêter enfin la violence.

Par ailleurs, nous apprécions beaucoup la coopération entre Interpol et le Département de *peacekeeping* des Nations Unies. En effet, nous considérons que, aux opérations militaires orientées vers le maintien de la paix, évitant, là où c'est possible, de l'imposer, doit justement succéder une bonne préparation des forces de police qui, réussiront ensuite, à maintenir ces relations opportunes et nécessaires aussi dans des contextes de coopération internationale.

L'accord entre Interpol et le Département de *peacekeeping* renforce ce concept, le rendant toujours plus actif. De cette façon les forces de police elles-mêmes et les *Law Enforcement Agencies* qui seront impliquées dans les opérations de *peacekeeping* et dans celles de *peace building* auront une incisivité plus grande dans le contexte déstabilisé dans lequel elles opèrent, pouvant mettre à disposition leur expérience en faveur des peuples qui vivent dans les régions de crise et leur technologie pour les défendre. Affronter ces contextes de manière conjointe et coordonnée apporte aussi un bénéfice ultérieur en plus de celui exposé précédemment, c'est-à-dire, éviter la duplication des efforts, inutiles spécialement sous l'aspect économique et organisationnel.

The Holy See has always recalled this urgent need, conscious of the fact that the desire for peace, the pursuit of justice, respect for the dignity of the person, humanitarian cooperation and assistance are expressions of the just aspirations of the human spirit and the ideals which ought to undergird international relations. The Holy See has done so vigorously, even in recent days, as for example by intervening in the current debate on disarmament at the United Nations and urging all parties to reach agreement on definitive and complete disarmament.

We are here today to renew, in one specific area, our commitment to cooperate in eliminating evil from the world. This is a enormous commitment if we think of the forces at play, yet we must remain undaunted. Indeed, we should be committed to even fuller cooperation.

I wish to conclude by expressing the Holy See's deep appreciation to INTERPOL for the assistance it has given to the local police and emergency workers in the aftermath of grave natural catastrophes, such as those in East Timor, in Indonesia, and in other parts of the world. With its own charitable organizations (*Caritas Internationalis, Cor Unum*), its worldwide network of local churches and the works of Sovereign Military Order of Malta, the Holy See considers INTERPOL to be a concrete support for the maintenance of order, for assistance to peoples affected by disasters and for the identification of victims.

The Holy See has wished to take part in INTERPOL because it is convinced of the nobility of the goals which this organization pursues and the benefits which it provides to all its members.

This has also been clear in the case of the Holy Father's many international journeys. Thanks to INTERPOL, the

Holy See has always benefited from the information and logistical support provided by security services in the countries involved. In this way INTERPOL has contributed in no small measure to the successful outcome of His Holiness's Apostolic Journeys.

I willingly take this occasion to express our friendship and our readiness to cooperate in working for the peace to which our world aspires. I also thank the organizers, who have offered me the opportunity to address this distinguished assembly.

[01567-XX.01] [Testo originale: Plurilingue]
